

# FO : combat fratricide en vue pour succéder à Pavageau

## LEÏLA DE COMARMOND

Force ouvrière est le troisième syndicat français en termes d'audience.

**Les réformistes et les trotskistes du POI n'ont pas réussi à s'accorder sur un candidat commun au poste de numéro un à la veille de la clôture des candidatures. Il y aura donc trois candidats à la succession de Pascal Pavageau, Patrice Clos, Christian Grolier et Yves Veyrier.**

Ils auront rapidement réglé le sort du sortant. Mais pas réussi à s'entendre sur son successeur. Les chefs de file des réformistes et des trotskystes du Parti ouvrier indépendant au sein de Force ouvrière, le métallurgiste Frédéric Homez et l'enseignant Hubert Raguin, ont tenté une ultime fois ce lundi de se mettre d'accord sur un candidat commun pour succéder à Pascal Pavageau contraint à démissionner le 17 octobre, à la suite de la révélation de la tenue d' un fichier occulte sur les cadres de la centrale. Mais ils n'y sont pas parvenus.

Les réunions se sont succédé, ce lundi, sans que la moindre fumée blanche ne s'échappe du 141, avenue du Maine, siège du syndicat. Le matin, Frédéric Homez et Hubert Raguin s'étaient retrouvés pour une ultime réunion afin de tenter de s'accorder. Mais ils ont échoué.

### Trois candidats

Les discussions se sont poursuivies lors de la réunion hebdomadaire des 12 membres du bureau confédéral de Force ouvrière, à laquelle participent également sept autres dirigeants de la centrale jusqu'à ce que la succession soit réglée dans deux semaines. la discussion s'est poursuivie jusque tard dans la soirée. Mais aucun consensus n'a été trouvé.

Résultat: la succession s'annonçait compliquée , elle sera fratricide. Les 21 et 22 novembre, le Comité confédéral national (CCN) exceptionnel - le « parlement » de l'organisation - qui doit élire le nouveau numéro un de FO aura le choix entre trois candidats. Patrice Clos est le premier à s'être déclaré , le 29 octobre dernier. Mais le patron de la fédération des transports, soutenu par les anarchistes, ne peut a priori pas espérer récolter plus de 10 à 15% des voix. Vont s'ajouter deux autres noms: Christian Grolier et Yves Veyrier.

Le premier est le secrétaire général de la Fédération générale des fonctionnaires FO; une fédération qui porte mal son nom puisqu'elle ne syndique que les agents de l'Etat, pas ceux des collectivités territoriales ni des hôpitaux (hors Postes et télécoms). S'il n'est pas encarté au Parti ouvrier indépendant, cet inspecteur du permis de conduire de 52 ans en est proche et sera soutenu par les trotskystes du POI.

## « Moins prévisibles »

Face à lui, les réformistes ne présenteront pas leur **chef de file**, le métallo Frédéric Homez, dont le nom a un temps circulé. Le troisième homme sera Yves Veyrier. Cet ingénieur météorologue de 60 ans est né à Alger le 13 mai 1958 à 12 h 30, juste après le démarrage du putsh d'Alger. Ca ne s'invente pas... Depuis le départ de Jean-Claude Mailly, c'est le plus ancien membre du bureau confédéral puisqu'il y était entré en 2004. Auparavant, il avait dirigé pendant neuf ans la Fédération d'origine de Pascal Pavageau, celle de l'équipement, de l'environnement, des transports et des services.

Difficile de dire aujourd'hui qui sera le vainqueur de la lutte fratricide qui s'annonce de Christian Grolier et Yves Veyrier. « Si tout le monde se retrouve contre Emmanuel Macron, dans les unions départementales, on est confronté à une population qui n'a pas le background politique de leurs prédécesseurs et est donc moins prévisible », constate un militant qui connaît bien l'organisation.

## Le précédent de 1989

C'est la deuxième fois que réformistes et trotskystes s'affrontent au grand jour à Force ouvrière. La première fois, c'était il y a presque trente ans, en 1989, lors de la succession d'André Bergeron. Marc Blondel, appuyé par les trotskystes, avait gagné la bataille contre Claude Pitous, le candidat des réformistes, mais l'organisation avait continué à se déchirer pendant plusieurs années, aboutissant même au départ de militants vers l'UNSA, en 1998. Le scénario ne s'était pas répété en 2004, où le réformiste, Jean-Claude Mallet, avait retiré sa candidature avant le congrès, laissant le champ libre à Jean-Claude Mailly.

Ce dernier avait réussi à pacifier l'organisation jusqu'à ce que, la dernière année avant son départ, son positionnement sur les ordonnances réformant le code du travail ne provoque une nouvelle poussée de fièvre. Mais avec un seul candidat à sa succession, celle-ci aurait dû pouvoir être maîtrisée. C'était compter sans la personnalité de Pascal Pavageau qui a fait voler en éclat le fragile équilibre existant dans le syndicat et dont la démission ouvre une période d'incertitude pour la troisième centrale syndicale française.